

- Rien n'est plus désastreux qu'un investissement rationnel
- dans un monde qui ne l'est pas.  
J.M. Keynes

## Déni de réalité, Fabius Cunctator, Adeptes de Machiavel ?

Christophe Barbier dans son éditorial de l'Express du 20 juin, exhortait François Hollande à utiliser sa majorité pour faire ce qu'il fallait, et non ce qu'il voulait, l'accusant en juillet de repousser les réformes et d'endormir les français.

Alors que tous les gouvernements de la vieille Europe réduisent leurs dépenses et allègent leurs structures étatiques, le parti socialiste semble encore surfer sur les recettes des années 1980 et de celles de François Mitterrand. A l'époque, la France produisait encore des téléviseurs, le gouvernement voulait stopper l'importation des vidéo cassettes à Poitiers et seuls les japonais se faisaient traiter de fourmis par la première ministre Edith Cresson.

François Hollande a le choix entre trois politiques, celle du déni de réalité, celle de l'autruche et de l'attente en espérant qu'avec quelques rustines les choses se régleront d'elles mêmes, ou celle du Président du Conseil Italien Mario Monti qui, en quelques mois, a plus réformé l'Italie que Berlusconi en dix ans.

La première hypothèse du choix du déni de réalité est une des résultantes des primaires socialistes. Le candidat Arnaud Montebourg voulait y échapper en fermant les frontières, Martine Aubry régentait à la soviétique en subventionnant la création de 300.000 emplois jeunes pendant que François Hollande s'engageait à renégocier le pacte budgétaire européen.

Mais 2012 n'est plus 1981. Le centre de gravité de l'économie mondiale a basculé des deux rives de l'Atlantique

nord vers le Pacifique et les fourmis chinoises ont remplacé les japonaises, étant de surcroît 1,5 milliard avec un revenu moyen de 450 euros par mois contre 3.000 au Japon. Résultat, plus aucun téléphone portable ou téléviseur n'est fabriqué dans la patrie des droits de l'homme et la Chine est devenue l'usine du monde.

Entre le candidat aux primaires et le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg pourra confronter la réalité des faits et celle de ses discours. Le gagnant des élections, François Hollande, s'est heurté au mur de Madame Merkel qui lui a fait comprendre qu'elle n'avait aucune envie de cautionner avec la rigueur allemande la poursuite de la démagogie française et de l'éternel creusement des dettes. Demandeur et sans le sou, donc non décideur, Hollande n'a pas eu d'autre choix que de s'engager à suivre le Pacte budgétaire européen et à atteindre l'équilibre des comptes en 2017. Les seuls fruits du déni de réalité auront été le retour partiel à la retraite à 60 ans, la promesse d'embauche de nouveaux professeurs et policiers ainsi que l'annulation de la hausse prévue de la tva. Mais ce déni n'est pas mort, entretenu par Mélenchon, la CGT et une grande partie des écologistes.

La deuxième politique suivie depuis juin est celle qu'a laissée dans l'histoire romaine un homonyme du ministre des affaires étrangères, Fabius Cunctator. Rappelons que ce Fabius, consul romain, a été nommé après qu'Hannibal ait franchi les Alpes avec ses éléphants et ait battu sévèrement tous les généraux romains qui avaient osé l'affronter. Voulant éviter une défaite fatale à Rome, sa stratégie a consisté à rester sur la défensive et à gagner du temps pour se renforcer en attendant qu'Hannibal et son armée s'amollissent dans les délices de Capoue. D'où son surnom de Cunctator, le temporisateur. .../...

Après l'activisme de Sarkozy, l'immobilisme est donc devenue la règle. François Hollande ne suit en cela que l'exemple de son prédécesseur socialiste, François Mitterrand dont une des maximes favorites était de donner du temps au temps et qui l'a concrétisée de 1988 à 1995 avec son ni ni, ni nationalisation, ni privatisation. Après avoir fait plaisir à son électorat avec l'embauche de nouveaux professeurs, la hausse de la taxation de l'ISF et de celle des droits de succession, les seules décisions opérationnelles se sont limitées à la mise en place de commissions d'études et de grands messes avec les syndicats qui reportent les décisions à un futur consensus.

Cette politique attentiste est favorisée par le fait qu'au niveau financier, contrairement aux prévisions de la droite qui voyait s'envoler le taux des emprunts en cas de victoire de la gauche, François Hollande bénéficie d'un état de grâce des marchés qui lui permet même de lever des capitaux à des taux inférieurs à ceux de l'ère Sarkozy. Les investisseurs ne font pas plus confiance à la France qu'avant, mais les règles prudentielles et les notations tant critiquées des agences obligent pratiquement les institutionnels à ne prêter qu'aux pays suffisamment bien notés. La France, faisant encore partie du club des pays avec deux ou trois A selon les agences, profite donc des énormes liquidités disponibles sur le marché et qui ne peuvent pas s'investir en Italie ou en Espagne. Le malheur des uns fait ainsi le bonheur des autres.

Mais Hollande pourra-t-il ainsi temporiser longtemps ?

Au niveau social, avec un mois de juillet qui a vu le chômage monter de 1,4%, soit la plus forte hausse depuis le printemps 2009, il sera bientôt sous la pression des syndicats.

Au niveau financier, du fait qu'il ait accepté le pacte budgétaire et pris l'engagement d'atteindre l'équilibre des comptes publics, les agences de notation ont reporté leur décision en attendant le vote du budget 2013, seul indicateur de la volonté réelle des socialistes pour les années à venir.

Le répit risque donc de ne pas durer au-delà du quatrième trimestre 2012. Si les créanciers se rendent compte que les dépenses continuent d'augmenter plus vite que les recettes et que les économies structurelles ne sont pas réalisées, ils enclencheront alors le scénario grec et espagnol. Contrairement à Fabius Cunctator qui a sauvé Rome de Carthage, l'attente de Hollande n'aura fait qu'empirer les choses et fait souffrir davantage et plus longtemps encore les français.

La troisième hypothèse est celle d'un François Hollande se convertissant en Schroeder ou Mario Monti français. L'Italie a ceci de particulier qu'on peut y exercer des responsabilités politiques sans jamais y avoir été élu, donc en gouvernant sans avoir à renier ses promesses contrairement aux hommes politiques traditionnels. Nommé sénateur à vie pour avoir honoré la Patrie, puis Président du Conseil par Giorgio Napolitano, Président de la République et ancien du parti communiste, Mario Monti n'a donc pas à se déjuger

lorsqu'il prend ses décisions. Il a bénéficié du vote de confiance du parlement italien alors que son gouvernement ne comprend que des techniciens et aucun parlementaire. Avec un plan d'économies de presque 30 milliards d'euros et la mise en place d'une nouvelle carte administrative devant réduire le nombre de provinces pour alléger le budget national, il est en train de réaliser un miracle si le parlement lui garde sa confiance. C'est la voie à suivre pour Hollande.

Avec trente trois milliards d'euros à trouver pour équilibrer le prochain budget, les français riches ne sont ni assez riches ni assez nombreux pour que la hausse de leurs prélèvements suffise à eux seuls. En tenant sa promesse d'annuler la tva dite sociale prévue par Sarkozy pour cet automne, en tenant partiellement sa promesse irréaliste de blocage du prix de l'essence, Hollande permet à la France d'avoir le prix de l'essence et du gasoil parmi les moins cher d'Europe. Mais comment bouclera-t-il son budget 2013 sans faire exploser les taux d'intérêts ?

Hollande aurait dû s'inspirer plutôt de Machiavel.

« *Un prince bien avisé ne doit point accomplir sa promesse lorsque cet accomplissement lui serait nuisible, et que les raisons qui l'ont déterminé à promettre n'existent plus* ». Madame Merkel ayant refusé de lui accordé ses eurobonds, il aurait dû en profiter pour oublier ses promesses d'augmentation des dépenses. « *Il est donc plus sage de se résoudre à être appelé avare, qualité qui n'attire que du mépris sans haine, que de se mettre, pour éviter ce nom, dans la nécessité d'encourir la qualification de rapace, qui engendre le mépris et la haine tout ensemble* ». Généreux avec l'argent qu'il n'a pas, ou plutôt qu'il doit emprunter, le bon sens aurait été de commencer à économiser pour que la cure d'austérité que tous les pays européens ont dû s'infliger soit la moins longue et la moins douloureuse possible pour les français. Pour ces derniers et pour leurs enfants, la seule promesse qui vaille est celle qu'il a pris envers ses partenaires, arrêter de dépenser plus que ce que la France ne gagne.

La question qui se pose est donc de savoir si Hollande est capable entre autres - d'amener par le consensus les syndicats à dépoussiérer le code du travail, - d'augmenter le traitement des professeurs et leurs heures de travail plutôt que d'augmenter le nombre des électeurs socialistes, - de supprimer les sous-préfectures, vestiges d'un monde régenté par la vitesse du cheval alors qu'internet informe instantanément de toute décision gouvernementale tous les maires et les plus petites brigades de gendarmerie du dernier des cantons, - de réduire le nombre de communes, d'élus locaux ainsi que le mille-feuilles canton, conseil général, conseil régional comme l'a si bien initié l'Alsace. Si, grâce au délai de réflexion de l'été 2012, les socialistes arrivent par adhésion à ces réformes indispensables, ce temps perdu ne l'aura pas été en vain. Sinon, il ne restera plus à Hollande qu'à se déjuger complètement et à devenir encore plus machiavélique que le Prince pour essayer de sauver ce qui reste de la grandeur française. Mario Schneider.